

# Le sommet de Cardiff marque la volonté des Quinze d'avancer avec prudence sur la réforme de l'Union

Le Monde  
18.6.98  
p. 3

CARDIFF (Pays de Galles)  
de nos envoyés spéciaux

Pour nécessaire qu'elle soit, une réflexion politico-institutionnelle sur l'avenir de la construction européenne n'est pas mûre et ne peut donc aujourd'hui être envisagée qu'avec une extrême prudence. Telles sont les conclusions, sans doute réalistes, auxquelles sont parvenus les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze réunis à Cardiff.

Leur hôte, le premier ministre britannique, n'a que le mot « réforme » à la bouche, insistant sur la nécessité de rapprocher l'Europe du citoyen. Mais cette démarche s'accompagne encore à Londres d'une tendance à limiter les pouvoirs des institutions européennes. La lettre que Helmut Kohl et Jacques Chirac ont adressée au sommet ne pouvait que convenir à

L'Italie, l'Espagne, les « petits » pays membres, l'ont soutenu avec énergie, peu soucieux de s'engager dans un exercice de rééquilibrage des pouvoirs, dont ils ont l'intuition qu'ils feraient les frais.

En fait, plusieurs d'entre eux, tel le Danemark, qui ont affaire à une opinion rétive, ne veulent pas entendre parler pour l'instant de nouvelles remises en cause. Les Quinze ont donc simplement conclu leur débat sur l'« avenir de l'Europe » en décidant de se retrouver pour en discuter entre eux, lors d'une rencontre informelle quelque part en Autriche, au début du mois d'octobre. « Ce que nous souhaitons, c'est avoir la possibilité d'échanger des idées de façon libre, ouverte, qui nous permette de progresser sur l'avenir de l'Europe, dont d'ailleurs nous distinguons bien le contour. Ne mettons pas d'organisation là où il

pidement possible le traité d'Amsterdam, dont on redécouvre ainsi les vertus, modestes mais réelles, et d'accélérer sa mise en œuvre sans perdre de temps. Les Quinze ont ensuite confirmé leur volonté de mener à leur terme, dès le mois de mars 1999, les négociations dont on sait qu'elles seront difficiles sur l'Agenda 2000, c'est-à-dire sur le financement de l'UE entre 2000 et 2006, la réforme des politiques structurelles et celle de la politique agricole commune. Helmut Kohl et Victor Klima, le chancelier autrichien qui exercera la présidence de l'Union le semestre prochain, ont confirmé la tenue d'un sommet extraordinaire en mars 1999, sous présidence allemande, pour tenter de trancher les questions les plus sensibles.

## LES ERREMENTS DU PASSÉ

A Cardiff, en l'absence de propositions de la Commission prévues seulement pour septembre, il n'y a pas eu, à proprement parler, de débat sur la demande allemande de voir réduire sa contribution au budget communautaire. Néanmoins, le chancelier a défendu sa position, pour laquelle Jacques Chirac a manifesté une certaine compréhension. Le Conseil note dans ses conclusions, d'une manière à ce stade parfaitement neutre, que « certains Etats membres ont exprimé l'opinion que la répartition des charges doit être plus équitable et demandé la création d'un mécanisme de correction des déséquilibres budgétaires, mais que certains autres Etats membres s'y sont opposés ».

Les conclusions de la présidence consacrent un paragraphe aux réformes institutionnelles : « Lorsque le traité aura été ratifié, il sera nécessaire de prendre rapidement une décision sur la question de savoir quand et comment traiter les questions institutionnelles qui n'ont pas été réglées à Amsterdam. » Elles prennent note des initiatives prises par la Commission et par le Conseil – dont les responsabilités pour les errements du passé sont ainsi mises sur le même pied – afin d'améliorer leur fonctionnement.

En attendant le sommet informel d'octobre, le texte approuvé par les Quinze à Cardiff reste vague sur la manière dont ils entendent aborder le débat sur l'avenir de l'Europe, appelant à « renforcer la légitimité démocratique et traduire dans les faits le principe de subsidiarité ».

Henri de Bresson  
et Philippe Lemaître

## L'hommage de l'Europe à Nelson Mandela

Le président sud-africain Nelson Mandela était, mardi 16 juin, l'hôte d'honneur du sommet de Cardiff, où un hommage exceptionnel lui a été rendu par les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze au cours du déjeuner clôturant leurs travaux. A moins d'un an de son retrait annoncé de la vie politique, cette réception était pour l'Europe une manière d'adieu et de remerciement au dirigeant africain, « dont le courage et la sagesse politique, soulignent les conclusions de la présidence du Conseil européen, (...) font figure d'exemple pour la défense des droits civils et de la démocratie à travers le monde ».

Vêtu d'une chemise belge à motifs fantaisie, le héros de la lutte anti-apartheid a chanté en solo un « God bless Africa » pour les enfants gallois, et esquissé quelques pas de danse devant un chœur qui interprétait pour lui un hymne sud-africain. Nelson Mandela n'a, en revanche, pas pu signer l'accord de libre-échange prévu entre l'Union européenne (UE) et l'Afrique du Sud. Les négociations, qui achoppent sur les importations de pommes, de jus d'orange et de légumes sud-africains par l'UE, doivent reprendre en juillet. – (Reuters.)

Tony Blair dans la mesure où, sous prétexte de subsidiarité, elle révélait une volonté à peine dissimulée de revoir la répartition des compétences entre les différents niveaux de responsabilité au sein de l'Union.

Ces promesses de bouleversement n'ont d'aucune manière été tenues et, qui plus est, les débats n'ont absolument pas été tendus. Les trois « grands » pays ont dû faire marche arrière, face à l'opposition de la majorité de leurs partenaires. Comme l'a observé le premier ministre, Lionel Jospin, au cours de la conférence de presse qui a suivi la réunion, Jacques Santer, le président de la Commission, a pu faire valoir, sans être contredit, que les erreurs éventuellement commises par Bruxelles étaient, au moins, autant imputables aux Etats membres qu'au collège européen.

n'y en a pas besoin », a expliqué Jacques Chirac.

Cette rencontre aura lieu quelques jours seulement après les élections allemandes du 27 septembre. Le chancelier Kohl, que les sondages donnent actuellement battu par son adversaire social-démocrate, a profité de la tribune du Conseil européen pour réaffirmer haut et fort la nécessité de clarifier pour les citoyens ce que l'Europe doit leur apporter. Il a défendu, dans sa conférence de presse, l'utilité de ce débat afin de mieux mobiliser l'opinion publique dans la perspective des élections du Parlement européen, en juin 1999.

En attendant de se lancer dans cette démarche encore très imprécise, délibérément non limitée dans le temps, les Quinze se sont accordés sur un agenda plus modeste. Il s'agit d'abord de ratifier le plus ra-